

Initiatives ministérielles

Par habitant, nous sommes un des pays les plus endettés du monde. Les Canadiens empruntent. En 1988, nous avons emprunté des sommes pratiquement record dans notre histoire. Cela était dû à tous les Canadiens et pas simplement aux gouvernements. En 1989, on a assisté à une augmentation de 27 p. 100 par rapport à 1988, qui était pourtant une année record.

Que ferait la députée face à cela? Elle baisserait les taux d'intérêt, et ainsi, les emprunts continueraient jusqu'à ce que nous devenions un pays comme l'Argentine et le Brésil, jusqu'à ce qu'il y ait au Canada des taux d'inflation comme ceux de ces pays de 100 p. 100, 300 p. 100 et 500 p. 100. Je l'invite alors à rentrer chez elle et à dire aux chefs de petite entreprise de sa circonscription que cela serait bon pour eux. Laissons-la aller dire cela aux personnes âgées du pays. Elle pourrait aller affirmer aux personnes qui ont un revenu fixe, qu'elles vont être avantagées, et qu'il importe peu que le taux d'inflation soit dans les trois chiffres, car les taux d'intérêt sont faibles.

C'est peut-être bon pour la députée de Saanich—les Îles-du-Golfe, mais selon moi, il s'agit là d'une politique financière extrêmement cruelle lorsqu'il y a tant de gens qui ont un revenu fixe, comme les indigents et les personnes âgées, et qui ne peuvent donc profiter de l'inflation et des avantages qu'elle entrevoit pour eux. Je m'oppose à une politique de ce genre.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Madame la Présidente, après avoir entendu le député de l'Alberta, c'est avec une certaine inquiétude que je prends la parole. J'étais déjà inquiet avant qu'il parle, mais ses paroles m'ont jeté dans un état qui frise la panique. J'ai des impressions totalement à l'opposé des siennes. Avant d'entrer dans le vif du sujet, je veux préciser que nous, les néo-démocrates, n'avons pas de solutions originales à proposer pour générer de nouvelles recettes. Mais que le député m'écoute tout de même.

Je ne l'ai pas entendu dire dans son discours que les conservateurs aimaient bien l'idée que des entreprises ne paient pas d'impôt sur le revenu. Je ne l'ai pas entendu dire qu'il y avait 69 000 entreprises rentables au Canada qui ne payaient pas un sou d'impôt sur le revenu. Je ne l'ai pas entendu dire que l'an dernier, pendant que le taux d'imposition des particuliers augmentait de 16 p. 100, celui des sociétés n'augmentait que de 9 p. 100, et cela, sans mentionner les hausses de la taxe d'accise.

Je ne l'ai pas entendu dire qu'il était peut-être temps que le Canada suive le reste du monde et impose une forme d'impôt sur la richesse. Nous sommes l'un des rares pays du monde occidental à n'avoir aucune forme d'impôt sur la richesse qui obligerait une personne héritant, par exemple, de 10 millions de dollars, à payer de l'impôt. Il n'a rien dit de la sorte, rien.

Tout ce qu'il a dit, c'est qu'à son avis, nous devons lever la TPS et que peu importe à quel point elle est régressive, cruelle et brutale, les Canadiens doivent la payer parce qu'il est hors de question que les conservateurs touchent aux entreprises.

Les Canadiens demandent pourquoi Brascan, dont les bénéfices ont dépassé 200 millions de dollars l'année dernière, ne paie pas un sou d'impôt sur le revenu, alors que les gens qui travaillent pour gagner leur vie à Red Deer, Lethbridge ou High River devront payer jusqu'à 2 000 \$ de plus à cause de la taxe sur les produits et services. Pourquoi ne nous l'explique-t-il pas?

J'ai cette impression très troublante que le gouvernement nous endort pour nous asséner un grand coup, un impôt de capitation. Il voit l'exemple de Margaret Thatcher et il se dit qu'elle a imposé cette taxe sur les biens et services et que la prochaine étape maintenant est l'adoption d'un impôt de capitation. J'ai lu les rapports du Fraser Institute, la bible du Parti conservateur du Canada. D'après eux, tous les Canadiens, quel que soit leur revenu ou l'endroit où ils habitent, devraient payer un impôt de capitation, comme l'impôt frappant tous les Chinois à l'époque et dont le principe nous fait horreur.

C'est ce qui se prépare, aussi sûrement que nous sommes ici. Ce sera dans le budget de l'année prochaine, je suppose. S'il y a un moyen des soustraire les riches, les privilégiés et les grandes sociétés à la responsabilité financière de subvenir aux besoins du Canada et de la faire assumer par les travailleurs, c'est ce que voudra faire le gouvernement. Un impôt de capitation est un excellent moyen d'y parvenir. Pensez à Margaret Thatcher. Il y a des émeutes dans les rues de Londres.

Au Canada, il n'y a pas encore d'émeutes dans les rues. Mais les Canadiens viennent seulement de se rendre compte que, pour arrêter la taxe sur les produits et services, ils n'ont pas besoin de renverser le gouvernement conservateur. Il suffit d'une poignée de députés conservateurs de l'arrière-ban qui ont le courage et le bon sens de représenter leurs électeurs à la Chambre et